



Marché n° 2022-04

Marchés Publics de Fournitures Courantes et de Services

Pour la location de véhicule avec groupe frigorifique, sans chauffeur,
pour la livraison de repas en liaison froide à l'intention des personnes âgées
et des personnes en perte d'autonomie
résidant sur le territoire de la commune de JURANÇON.

Règlement de consultation

(RC)

Collectivité organisatrice : Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de
Jurançon – Mairie Annexe- 7 Rue de Borja- 64110 Jurançon.

Date et heure limites de remise des offres :

le 31 août 2022 avant 12 heures

SOMMAIRE

Article 1^{er} – OBJET DE LA CONSULTATION

- 1-1 – Objet de la consultation
- 1-2 – Forme du marché et durée

Article 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

- 2-1 – Etendue de la consultation
- 2-2 – Collectivité qui passe le marché
- 2-3 – Compléments à apporter au CCP
- 2-4 – Délai de validité des offres
- 2-5 – Modifications de détail du dossier de consultation
- 2-6 – Mode de règlement du marché

Article 3 – PRESENTATION DU DOSSIER DE CONSULTATION

- 3-1 – Contenu de la première enveloppe
- 3-2 – Contenu de la deuxième enveloppe

Article 4 - JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

- 4-1 – Sélection des candidatures
- 4-2 – Sélection des offres

Article 5 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

- 5-1 – Retenue de garantie

Article 6 – REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Article 7 - RESILIATION DU MARCHE EN CAS DE GROUPEMENT DE COMMANDES OU DE FIN DE SERVICE

Article 8 – CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES

Article 9 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Article 1^{er} – OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation concerne la location de véhicule pour la livraison de repas quotidiens « en liaison froide » à l'intention des personnes âgées et des personnes en perte d'autonomie résidant sur le territoire de la commune de JURANÇON.

Il s'agit d'un marché public de location par lequel la collectivité publique (centre communal d'action sociale de la ville de Jurançon) charge un titulaire (entreprise de location de véhicules) de fournir une prestation dans des conditions et selon des spécifications définies dans le CCP.

1-2 – Forme du marché et durée

Les prestations seront exécutées suite à la passation d'un marché établi pour une durée totale de 5 ans à compter du 2 janvier 2023.
avec possibilité de résiliation annuelle à la date anniversaire de sa prise à effet, en respectant un préavis de 4 mois à la charge du titulaire du marché ou de 4 mois à la charge du CCAS.

Le kilométrage **annuel** est établi à **minimum 7200** et **maximum 15 000**.

Article 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1 – Etendue de la consultation

Le détail concernant la location est défini dans le CCP.

La présente consultation est soumise aux dispositions des articles R 2123-1,
R 2123-4 et R 2123-5 du Code de la Commande Publique

Les dossiers de candidature et les offres devront être élaborés en langue française.

2-2 – Collectivité qui passe le marché

Centre Communal d'Action Sociale de Jurançon.

2-3 – Compléments à apporter au CCP

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au CCP.

Les variantes ne sont pas autorisées.

2-4 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite prévue pour la remise des offres.

2-5 – Modifications de détail du dossier de consultation

La personne responsable du marché se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date limite prévue pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-6 – Mode de règlement du marché

Le paiement interviendra dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la facture émise après la réalisation de la prestation et déposée sur la plate-forme chorus.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Article 3 – PRESENTATION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Il pourra être téléchargé sur les sites suivants :

<http://www.mairie-jurancon.fr/les-marches-publics>
www.demat-ampa.fr

Les réponses électroniques sont obligatoires pour la présente consultation sur www.demat-ampa.fr

3-1 – Contenu de la première enveloppe (candidature)

Cette première enveloppe contient les renseignements relatifs à la candidature. Chaque candidat aura à produire un **dossier** comprenant les pièces suivantes datées et signées par lui :

1. La lettre de candidature (Imprimé DC1) avec le nom et la signature de la ou des personnes(s) habilitée(s), pour engager le candidat (imprimé DC1, document disponible à l'adresse suivante : <http://www.minefi.gouv.fr> (espace marchés publics).
2. La déclaration du candidat (imprimé DC2) datée et signée, relative à l'habilitation ou au pouvoir de la personne autorisée à

engager la personne morale candidate. (imprimé DC2, document disponible à l'adresse suivante : <http://www.minefi.gouv.fr> (espace marchés publics)).

3. Récépissé de déclaration de son Etablissement au Préfet du Département (Direction Départementale de la protection des populations), attestations ATP en vigueur pour les véhicules proposés.
4. Copie du ou des jugements si le candidat est en redressement judiciaire.
5. La déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 51 du décret n° 2016-360 concernant les interdictions de soumissionner.
6. La déclaration sur l'honneur concernant le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L.5212-2 et suivants du code du travail.
7. Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires relatif à la fourniture faisant l'objet du marché réalisé par l'entreprise au cours des trois derniers exercices.
8. Tableau récapitulatif de références professionnelles récentes de l'entreprise, dans le domaine objet du marché ou certificats de capacité récents, donnant le nombre de véhicules loués annuellement, avec le montant des prestations y afférent, ainsi que les coordonnées de clients.
9. Description de l'équipement technique, des moyens en personnel (organigramme détaillé : mécaniciens, etc.....), Plan de pandémie attestant de la continuité du service.
10. Attestation d'assurance responsabilité civile et professionnelle en cours de validité pour la durée du marché.

3-2 – Contenu de la deuxième enveloppe (offre)

1. L'acte d'engagement pour lequel le candidat soumissionne complété, daté, signé et portant le cachet de l'entreprise et le nom visible du signataire (pièce contractuelle n°1).
2. Le Cahier des Clauses Particulières (CCP) dûment approuvé et signé sans adjonctions ni modifications (pièce contractuelle n°2).
3. une proposition de véhicule (descriptif et caractéristiques détaillées) avec devis détaillé plus photo.

4. les plannings d'entretien, de contrôles et de nettoyage du véhicule, du groupe frigorifique, par le candidat

Article 4 – JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

4-1 – Sélection des candidatures

Cette sélection sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R 2142-1 à 27 (la conformité aux normes d'hygiène étant obligatoire) :

- ✓ Capacités professionnelles et techniques
- ✓ Capacités financières

4-2 – Sélection des offres

Cette sélection sera effectuée dans les conditions aux articles R 2152-6 à 12 en fonction de l'offre économiquement la plus avantageuse et selon les critères indiqués ci-dessous et pondérés de la manière suivante :

1. Valeur technique (60%) :

Qualités techniques 40%

Continuité du service 20%

2. Prix (40%)

- La formule appliquée à la notation des offres sera la suivante :

$$\text{Note} = 40 \times (2 - (P/P0))$$

P= Montant unitaire HT indiqué dans l'acte d'engagement du candidat

P0= Montant unitaire HT indiqué dans l'acte d'engagement du candidat moins disant

- Le prix de la location se décomposera en un prix de base plus une option concernant l'assurance et la franchise du véhicule.

Le candidat attributaire du marché devra fournir, dans un délai qui ne pourra être supérieur à 10 jours (sauf si ces pièces ont été déjà transmises dans le dossier initial) :

- ★ Les certificats fiscaux et sociaux (imprimés 3666 volets 1,2,3 et certificat URSSAF ou l'état annuel des certificats reçus appelé imprimé NOTI2).
- ★ Les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7, D8222-8 du code du travail.
- ★ NOTI2 ou documents équivalents en cas de candidat étranger

Article 5 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5-1 – Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera appliquée.

Article 6 – REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement ou liquidation judiciaire :

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à la personne publique par le titulaire du marché. Il en va de même pour tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, la personne publique adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

En cas de réponse négative ou en l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de la décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

En cas de carence constatée à l'encontre du titulaire, la résiliation est prononcée à ses frais et risques.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée de plein droit sauf si le jugement a autorisé expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

Dans cette hypothèse, la personne publique pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

Article 7 – RESILIATION DU MARCHE EN CAS DE GROUPEMENT DE COMMANDES OU DE FIN DE SERVICE

Dans le cas où la Communauté d'Agglomération PAU Béarn Pyrénées instaurerait un service de portage de repas à domicile auquel le CCAS de Jurançon déciderait par convention d'adhérer ou si le Président et le Conseil d'Administration déciderait la fin de ce service, le CCAS se

réserve le droit dans un délai de préavis d'un mois de résilier le présent contrat avant son terme.

Article 8 – CONDITIONS DE REMISE de L' OFFRE :

Les documents de candidature et d'offre devront être déposés avant le 31 août 2022 à 12 heures sur la plateforme : www.demat-ampa.fr

Article 9 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Tout renseignement complémentaire pourra être demandé, par écrit et au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Par courrier adressé à :

**Monsieur le Président
Centre Communal d'Action Sociale
Mairie annexe
7, Rue de Borja
64 110 Jurançon**

Par courriel : ccas@ville-jurancon.fr ou
t.viroulaud-fagbemi@ville-jurancon.fr